

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Le tourisme intérieur pour soutenir nos secteurs des services

Par Sonny Scarfone, économiste principal

FAITS SAILLANTS

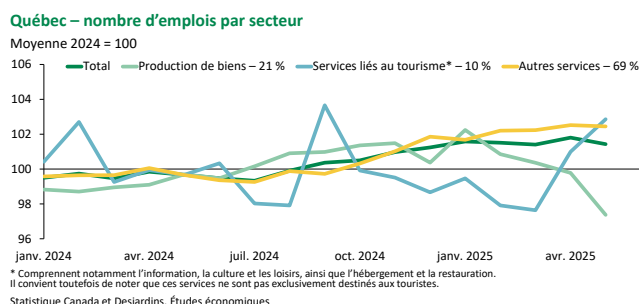
- L'incertitude économique actuelle représente un risque pour le secteur des services, qui fait preuve de résilience jusqu'à présent. Une hausse du tourisme intérieur pourrait jouer un rôle stabilisateur en contrebalançant la moins bonne performance des secteurs plus exposés au commerce avec les États-Unis.
- Le Canada affichait traditionnellement un déficit dans les « services de voyage », une situation récemment renversée en grande partie par la forte augmentation du nombre d'étudiants étrangers en sol canadien. Dans les trimestres à venir, le taux de change et le contexte géopolitique créent une occasion d'améliorer davantage notre solde commercial en retenant des dépenses touristiques au pays, en plus d'attirer un plus grand nombre de visiteurs étrangers.
- La contribution du tourisme au PIB canadien s'élève à 10 G\$. À titre illustratif, si la moitié des Québécois qui prévoient annuler leurs voyages aux États-Unis redirigent leurs dépenses à l'intérieur du pays, cela pourrait générer un apport supplémentaire de 900 M\$ au PIB, en tenant compte des effets indirects. Un tel changement de comportement, s'il perdure dans le temps, pourrait également soutenir environ 11 000 emplois à l'échelle nationale.
- Le développement du tourisme intérieur pourrait toutefois être freiné par certaines limites de capacité. Parmi les principaux défis figurent la disponibilité inégale de la main-d'œuvre selon les régions et la capacité d'accueil des infrastructures locales.

L'économie mondiale traverse une période d'incertitude liée à la guerre commerciale entreprise par les États-Unis. Au Canada, le secteur manufacturier est le plus directement exposé, mais certains services en aval, comme l'hébergement et la restauration, ainsi que les arts, spectacles et loisirs, risquent d'en subir éventuellement les effets : les ménages touchés par le choc tarifaire réduiront leurs dépenses, tandis que d'autres pourraient hausser leur taux d'épargne par crainte d'un ralentissement économique généralisé.

Cela se traduirait par une fragilité accrue de ces secteurs.

En date de mai, le marché de l'emploi demeurerait néanmoins stable au Québec, et ces secteurs continuent d'afficher une résilience notable en 2025 (graphique 1). **Cet été, un facteur pourrait contribuer à limiter la perte de vitesse attendue de certains secteurs des services : les nouveaux plans de vacances des Canadiens et des Québécois.**

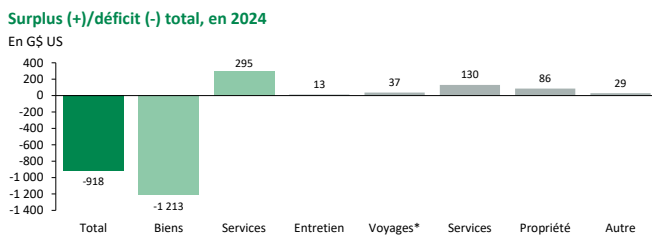
Graphique 1
Les secteurs des services résistent en 2025



Il convient d'abord de rappeler que les chiffres mis de l'avant dans les discours protectionnistes américains à propos de leur imposant déficit commercial ne tiennent souvent compte que des échanges de biens. Cette lecture partielle du commerce extérieur

omet un aspect fondamental : les États-Unis enregistrent un important excédent commercial dans les services avec le reste du monde, présentant l'an dernier un [surplus \[en anglais seulement\]](#) de 295 G\$ US, dont 37 G\$ US provenaient des « voyages », catégorie qui inclut le tourisme (graphique 2). Selon le ministère du Tourisme du Québec, les Québécois ont dépensé pour 4 G\$ CA aux États-Unis en 2023, contre 2,1 G\$ CA par les Américains au Québec. Cet écart correspond, bon an mal an, à environ 4 % de l'excédent américain dans les services de voyage.

Graphique 2
Balance commerciale positive des États-Unis dans les services



* Définis par le Bureau of Economic Analysis comme incluant : « Tous les motifs de voyage, dont 1) les voyages d'affaires, y compris les dépenses des travailleurs frontaliers, saisonniers et autres travailleurs à court terme et 2) les voyages personnels, y compris les voyages liés à la santé et à l'éducation. »
Bureau of Economic Analysis et Desjardins, Études économiques

Le comportement des Québécois et des Canadiens pourrait contribuer à limiter les sorties d'argent alors que [60 % des Canadiens sondés à la fin mars \[en anglais seulement\]](#) affirmaient envisager d'annuler ou de reporter leurs voyages aux États-Unis en réponse aux tarifs douaniers (et autres rhétoriques peu appréciées). Si cette intention se concrétise, les répercussions économiques pourraient être considérables pour les États-Unis (particulièrement les États limitrophes, la Floride et l'Arizona), tout en profitant à certains secteurs économiques canadiens. Le *Beige Book* publié par la Réserve fédérale de New York faisait d'ailleurs écho à cette tendance dans sa [publication d'avril \[en anglais seulement\]](#).

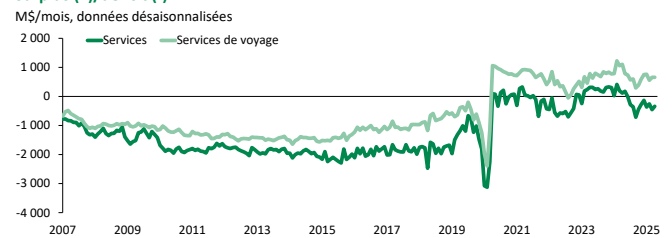
La contribution du tourisme au solde commercial des services du Canada

Conceptuellement, un touriste peut provenir d'un autre pays, d'une autre province ou simplement de l'extérieur de la région analysée. Statistique Canada estime que le tourisme contribue à hauteur de 10 G\$ au PIB canadien (en dollars de 2017), un montant relativement constant depuis 2017, sauf pour les années pandémiques.

Le tourisme constitue un levier économique important. Il alimente une vaste chaîne de valeur (restauration, hébergement, divertissement, transport) et représente une forme d'exportation de services : les dépenses des touristes étrangers sont comptabilisées comme des exportations canadiennes, tandis que celles des Canadiens à l'étranger équivalent à des importations.

Le Canada affichait historiquement un déficit commercial dans les services, y compris ceux liés aux voyages (une catégorie qui inclut le tourisme). Les dépenses effectuées à l'étranger par les Canadiens étaient donc plus élevées que celles faites par des étrangers au Canada. Cette tendance s'est récemment inversée : les services de voyage contribuent désormais positivement à la balance commerciale (graphique 3).

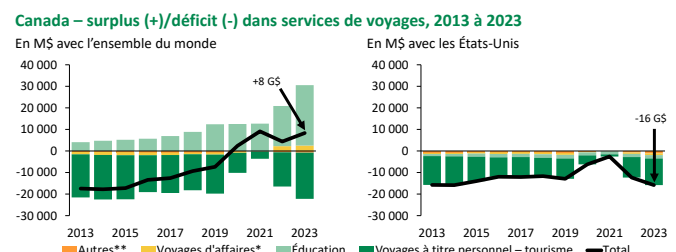
Graphique 3
Le Canada affiche un surplus en matière de services de voyage depuis la pandémie
Surplus (+)/déficit (-)



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Ce renversement s'explique entièrement par la hausse du nombre d'étudiants internationaux et en partie par celle des travailleurs étrangers temporaires, dont les dépenses sont comptabilisées comme des exportations de services si leur « [centre d'intérêt économique](#) » n'est pas le Canada (graphique 4). En 2023, le Canada affichait un excédent de 8 G\$ dans les services de voyage à l'échelle mondiale. Ce solde positif comprend un important surplus de 28 G\$ attribuable aux étudiants internationaux en sol canadien, contrebalancé par un déficit de 21 G\$ lié aux voyages à titre personnel, principalement des dépenses touristiques au sens traditionnel.

Graphique 4
Un solde positif de 24 G\$ avec le reste du monde (hors États-Unis)



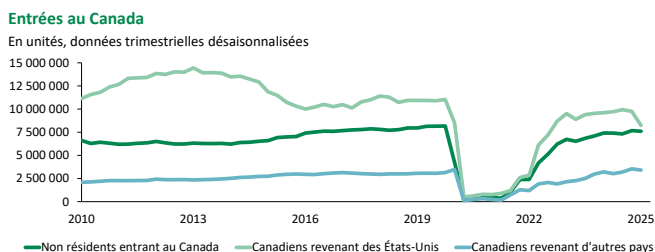
* Incluant les dépenses de voyages d'affaires de courte durée et des travailleurs étrangers temporaires;
** Dépenses des équipages et soins de santé.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Chaque année, le Canada enregistre un déficit dans chacune des sous-composantes des services de voyage avec les États-Unis. En 2023, ce déficit s'élevait à 16 G\$, dont 12 G\$ étaient attribuables aux voyages à titre personnel. Dans ce contexte, remplacer des voyages aux États-Unis par des dépenses au Canada réduirait notre déficit en tourisme bilatéral et soutiendrait des emplois autrement fragilisés par la guerre commerciale au Canada. Ces emplois ne supplanteraient pas ceux du secteur manufacturier, primordiaux pour le dynamisme de plusieurs régions du Québec, mais une meilleure performance des services peut contribuer à atténuer les effets d'un ralentissement économique généralisé (voir la section concernant les effets multiplicateurs).

Tendances récentes en matière de tourisme et opportunités européennes

Dès les premiers signes du conflit commercial, les allers-retours transfrontaliers ont chuté, affichant une diminution de 15 % au premier trimestre de 2025 (graphique 5). Les données préliminaires du printemps indiquent un recul encore plus marqué par rapport à l'an dernier : selon l'[indicateur avancé](#) de Statistique Canada, le nombre de résidents canadiens revenant des États-Unis en automobile aurait chuté de 38 % en mai 2025, comparativement à la même période en 2024.

Graphique 5
Les Canadiens ont rapidement revu leurs plans au premier trimestre



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Le recul plus modéré des vols internationaux à ce jour s'explique en grande partie par la nature de ces voyages, souvent planifiés des mois à l'avance. Selon la [firme OAG \[en anglais seulement\]](#), à la fin mars, les réservations de vols effectuées par des Canadiens à destination des États-Unis pour la période d'avril à septembre avaient chuté de 70 % par rapport à l'année précédente. Plusieurs compagnies aériennes ont conséquemment réduit la fréquence de certaines liaisons. Cette tendance à la baisse du tourisme aux États-Unis se reflète par ailleurs dans la [diminution des prix](#) de l'hébergement et des frais de transport aérien.

Les données de Statistique Canada montrent jusqu'à maintenant une plus légère baisse du nombre de touristes américains au Canada en 2025. [Tourisme Montréal](#) prévoit d'ailleurs un léger recul de cette clientèle dans les mois à venir. Sans tirer de conclusion définitive, cette tendance pourrait s'expliquer par la prudence accrue des ménages américains et les conséquences de l'inflation des dernières années sur leur budget.

Le tourisme en provenance d'autres régions du monde, notamment d'Europe, présente un bon potentiel. Certaines mesures plus restrictives à la frontière américaine pourraient inciter certains Européens à privilégier le Canada comme destination de rechange, d'autant plus que l'appréciation de l'euro renforce leur pouvoir d'achat. Une dynamique comparable pourrait émerger dans les grands marchés asiatiques, qui n'échappent pas aux visées protectionnistes de l'administration américaine. Par ailleurs, les liaisons directes entre le Canada et d'autres continents se sont multipliées au cours des 15 dernières années, reliant les métropoles canadiennes à plusieurs villes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Mesurer l'impact économique : l'effet multiplicateur et les emplois soutenus

Toute dépense injectée dans l'économie génère des retombées directes (dans le secteur initial) et indirectes (chez les fournisseurs). Ce mécanisme s'applique aussi au tourisme : rediriger son budget vacances vers le Québec ou le Canada stimule l'économie locale au-delà de l'activité touristique elle-même. C'est ce même principe qui explique pourquoi un ralentissement dans le secteur manufacturier peut provoquer des secousses dans d'autres pans de l'économie. Pour évaluer cet impact global, on utilise les multiplicateurs économiques, un outil courant pour estimer les retombées totales de dépenses additionnelles, notamment en matière d'emplois soutenus.

Dans le cas qui nous intéresse, faisons l'exercice chiffré suivant : si 60 % des Québécois remplaçaient leurs voyages aux États-Unis, une proportion similaire à l'ensemble des Canadiens dans le sondage mentionné précédemment, cela représenterait 2,4 G\$ de dépenses en moins chez nos voisins du Sud. Une partie de ces voyageurs se tournerait vers d'autres destinations internationales, tandis que d'autres privilégieraient des séjours au Québec ou ailleurs au Canada. Certains pourraient également accroître leur épargne, alors que d'autres redirigeraient ces sommes vers des activités de divertissement local additionnelles. Sur le plan économique (en termes de PIB et d'emplois), ces dépenses auraient des effets similaires à celles du tourisme intérieur.

Faute de données historiques permettant d'estimer la proportion des dépenses qui resterait effectivement au Canada, supposons que la moitié des budgets non dépensés aux États-Unis, soit

1,2 G\$, était redirigée vers l'économie canadienne. Imaginons également que ces sommes étaient dépensées selon le [profil typique](#) d'un touriste, qui comprend l'hébergement, la restauration, le transport, le divertissement et d'autres services.

Les résultats, présentés dans le tableau 1, suggèrent que le rapatriement de ces dépenses pourrait soutenir environ 11 000 emplois et ajouter près de 900 M\$ au PIB canadien. Même si certaines de ces dépenses seraient effectuées hors Québec, il est plausible qu'une dynamique similaire s'observerait dans les autres provinces : des Néo-Écossais, Ontariens et autres Canadiens dépenseraient proportionnellement davantage au Québec, contribuant ainsi à un certain rééquilibrage régional.

Tableau 1
Retombées économiques directes et indirectes* attribuables à une augmentation du tourisme local de la part des Québécois

Catégories de dépenses	Dépenses additionnelles	PIB	Emplois**
Hébergement	427 M\$	320 M\$	3 200
Aliments et boissons	317 M\$	223 M\$	3 800
Loisirs et divertissement	143 M\$	107 M\$	1 500
Transport***	162 M\$	116 M\$	900
Vêtements, cadeaux et autres	151 M\$	132 M\$	1 700
Total	1,2 G\$	898 M\$	11 100

* Les retombées économiques incluent les effets directs, liés aux dépenses touristiques additionnelles, et les effets indirects, résultant de l'augmentation de l'activité chez les fournisseurs. Les effets induits, conceptuellement critiqués, ne sont ici pas pris en compte. ** Les données sur l'emploi ont été ajustées en fonction de l'évolution des salaires moyens par industrie depuis 2011. *** Aux fins de l'exercice, le code SCIAN 481 (transport aérien) a été utilisé, ces multiplicateurs étant plus faibles (l'exercice se voulant conservateur).

Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Rapatrier les dépenses touristiques : un défi de capacité pour les régions

Ces retombées économiques présumées reposent sur l'hypothèse qu'il demeure une capacité d'offre touristique non comblée. Autrement dit, pour que ces effets économiques se concrétisent, les infrastructures (hôtels, restaurants, etc.) et la main-d'œuvre doivent être en mesure de répondre à la demande accrue. Cela peut représenter un défi pour certaines régions du Québec.

En haute saison, plusieurs destinations comme Charlevoix, les Îles-de-la-Madeleine ou la Gaspésie fonctionnent presque au maximum de leur capacité ([cette dernière](#) ayant accru son offre depuis la pandémie). Selon l'*Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement* de l'Institut de la statistique du Québec, les taux d'occupation y dépassent régulièrement les 80 % pendant l'été, limitant le potentiel d'accueil de visiteurs supplémentaires. Cette pression sur l'offre se traduit souvent par une hausse des prix, réduisant l'accessibilité pour des touristes locaux qui seraient autrement intéressés à découvrir leur province.

La rareté de main-d'œuvre dans certaines régions freine également l'expansion de l'offre touristique. Le secteur, fortement intensif en personnel, dépend de travailleurs saisonniers souvent peu enclins à se déplacer sans incitatifs financiers. Plusieurs entreprises limitent ainsi leur capacité d'accueil. Ce défi pourrait persister, d'autant plus que certaines professions ont récemment été retirées de la [liste des emplois admissibles](#) au traitement simplifié dans le cadre des programmes pour travailleurs étrangers temporaires.

En bref

Le Québec et le Canada ont, cet été, l'occasion de réduire leur déficit commercial et de soutenir leurs secteurs des services, à l'heure où ceux-ci pourraient connaître des difficultés. Les multiplicateurs économiques présentés dans ce *Point de vue économique* illustrent comment les dépenses locales peuvent renforcer l'économie et atténuer les effets du ralentissement attendu.

Encore faut-il que la capacité d'accueil touristique soit suffisante pour répondre à cette demande accrue. Le manque à gagner lié à ces limites demeure difficile à quantifier et variera selon la région. Cela dit, le tourisme demeure une forme de consommation : si certaines destinations sont moins accessibles, de nombreux Québécois et Canadiens pourraient dépenser davantage dans leur propre ville. À ce titre, les [données d'OpenTable \[en anglais seulement\]](#) indiquent que les restaurants des grandes villes canadiennes affichent à ce jour de bons résultats en 2025. **Malgré un contexte peu favorable, la résilience des services se poursuit, et une redirection partielle des dépenses touristiques à l'intérieur du pays pourrait soutenir davantage ce secteur pour le reste de l'année.**

Les territoires québécois et canadiens ont beaucoup à offrir. Comme en 2020-2021, les circonstances offrent une occasion de les redécouvrir. Et cette fois, non pas par contrainte sanitaire, mais par choix.